



**HAL**  
open science

# Un archipel éclaté? Urbanisation et dynamiques de population

Manuelle Franck

► **To cite this version:**

Manuelle Franck. Un archipel éclaté? Urbanisation et dynamiques de population. Rémy Madinier. Indonésie contemporaine, Irasec et les Indes savantes,, 2016. hal-02436064

**HAL Id: hal-02436064**

**<https://inalco.hal.science/hal-02436064>**

Submitted on 12 Jan 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## Un archipel éclaté ? Urbanisation et dynamiques de population

Manuelle Franck

Les résultats provisoires du recensement de la population 2010 qui viennent d'être publiés portent la population indonésienne à 237,5 millions d'habitants, ce qui place toujours l'Indonésie au quatrième rang mondial pour sa population après la Chine, l'Inde et les États-Unis. Cette population, nombreuse et comprenant une centaine de groupes ethniques, est répartie sur un vaste archipel de 2 millions de km<sup>2</sup> de terres émergées et autant de surface maritime (pour la seule zone économique spéciale) composé de 17 500 îles s'étendant sur 5 000 km d'est en ouest<sup>28</sup>. La densité moyenne de population est de 124 habitants au km<sup>2</sup>, légèrement inférieure à la moyenne asiatique (130 habitants au km<sup>2</sup>). Mais les écarts importants dans la répartition géographique de la population, avec la concentration de 60 % de la population sur la seule île de Java, ont poussé les pouvoirs publics à adopter des politiques démographiques et de migrations essentiellement vouées à la résorption de la pression javanaise sur les ressources, dans un contexte d'une économie alors essentiellement agraire. Ces politiques, qui mobilisent les enjeux de la place de Java et de l'ethnie javanaise dans l'ensemble indonésien, ont mené l'Indonésie vers un processus de transition démographique et stimulé les migrations vers les fronts pionniers agricoles. Les dynamiques urbaines, très concentrées sur l'île de Java jusque dans les années 2000, limitent cependant le déclin du poids démographique de Java dans l'ensemble national. L'intensification des mobilités, tant nationales qu'internationales depuis les années 1990 est associée à des transformations démographiques, sociales et économiques de grande ampleur et rend compte des dynamiques régionales de population.

<sup>28</sup> En 2010, le nombre d'îles a été toutefois revu à la baisse : selon le United Nations Groups of Experts on Geographical Names (UNGEGN), si l'on ne prend pas en compte les bancs de sable émergés à marée basse, l'Indonésie ne compterait en fait que 13 466 îles.





# INDONESIE CONTEMPORAINE



Carte 1 : densité de population en 2000 par districts





## Diversité ethnique et disparités géographiques

Sur les 17 500 îles que compterait l'Archipel, seules 930 sont peuplées, de façon inégale. L'élément le plus marquant de la géographie de la population indonésienne est le contraste saisissant dans les densités et la répartition de la population : près des deux-tiers de la population, soit 137 millions d'Indonésiens en 2010, se concentrent sur les 7 % du territoire occupés par les îles de Java, Madura et Bali, portant la densité sur ces îles à 1 050 habitants au km<sup>2</sup>, très supérieure aux 124 habitants au km<sup>2</sup> de la moyenne indonésienne. On y atteint même localement des densités rurales supérieures à 2 000 habitants au km<sup>2</sup>. Ces données contrastent fortement avec le reste du territoire indonésien, soit 90 % du territoire, qui regroupe 40 % de la population, avec des densités moyennes de 46 habitants par km<sup>2</sup>, descendant en dessous de 10 en Papouasie ou au centre de Kalimantan pour atteindre 500 habitants au km<sup>2</sup> dans certains départements de Sulawesi ou de Sumatra (Carte n° 1). Les fortes densités se trouvent autour des grandes municipalités mais aussi dans ce que Buchanan (1967) nommait les « niches écologiques favorables à l'installation humaine » qui cumulaient de bonnes conditions pédologiques, climatiques et d'accessibilité et constituaient autant de centres de peuplement anciens, de pays culturellement bien identifiés, comme Aceh, les pays batak, minangkabau, banjar, makassar ou minahassa (Charras 1995).

Ces écarts de densité rendent compte aussi des écarts de poids démographiques des différents groupes ethniques. Le groupe ethnique javanais, le plus nombreux, représente, avec 95,2 millions de personnes, 40,2 % de la population au recensement 2010 et est le seul à être présent dans toutes les provinces indonésiennes<sup>29</sup>. À partir de leur berceau de Java-centre et est, les Javanais ont migré dans tout l'Archipel, au XIX<sup>e</sup> siècle pour travailler dans les mines et les plantations, puis vers les fronts pionniers agricoles dans le cadre de migrations organisées ou spontanées, enfin comme fonctionnaires ou militaires envoyés dans toute l'Indonésie par le gouvernement central pour s'assurer du contrôle de l'ensemble du territoire (Carte n° 2). Ce groupe apparaît d'autant plus dominant que le reste de la population est éclaté en près de 300 groupes ethniques qui, à l'exception des Sundanais de l'Ouest de Java, ne dépassent jamais 4 % de la population totale. Ainsi les Malais de Sumatra et de Bornéo, tous sous-groupes confondus et malgré leur rôle dans la mise en relation des îles insulindiennes, n'atteignent-ils pas plus de 3 % de la population totale. Des groupes ethniques, historiquement et culturellement mobiles, sont comme les Javanais installés à travers l'Archipel sans pour autant atteindre une proportion significative de la population, tels les Bataks originaires de Sumatra-nord (3,6 %) et les Minangkabau de Sumatra-ouest (2,7 %), qui ont largement participé à la colonisation agricole d'autres régions de Sumatra et que l'on retrouve dans les villes de Java, ou les Bugis de Sulawesi-sud qui sont agriculteurs, marins et marchands (2,7 % de la population). Au côté de ces groupes

<sup>29</sup> Le recensement de la population en l'an 2000 est le premier recensement depuis celui de 1930 qui présente des données par origine ethnique.





## INDONESIE CONTEMPORAINE

autochtones appartenant aux familles linguistiques austronésienne ou papoue (ces dernières représentées dans l'Est indonésien et en Nouvelle Guinée), on compte aussi une population indonésienne d'origine étrangère, héritage des migrations anciennes : une communauté d'origine chinoise, hokkien, hakka et cantonaise, aujourd'hui essentiellement urbaine, estimée entre 2 % à 4 % de la population, ce qui en ferait la communauté chinoise la plus nombreuse d'Asie du Sud-Est ; des communautés d'origine arabe (principalement hadrami) et indienne moins nombreuses. L'islam sunnite est la religion de près de 88 % de la population, le reste de la population se réclamant des autres grandes confessions (chrétienne, bouddhiste, hindouiste), la pratique religieuse étant indissociable de l'identité, ou tout du moins de la nationalité indonésienne puisque la croyance en un Dieu est inscrite dans le *Pancasila*, les cinq principes qui fondent la Constitution.

### Les enjeux démographiques : une transition démographique bien avancée

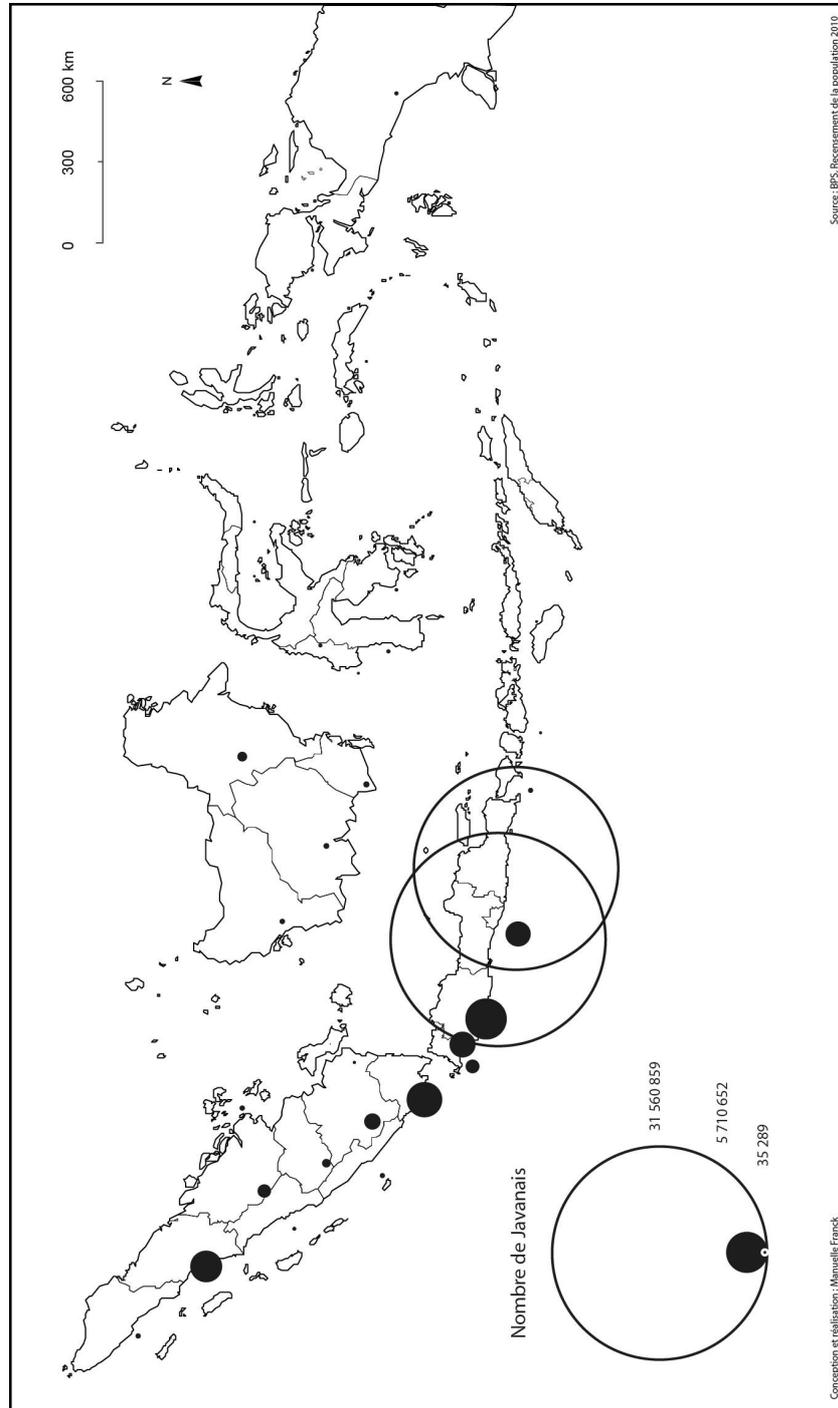
La population indonésienne dans son ensemble s'accroît à un rythme passé sous le seuil symbolique des 2 % par an depuis déjà 30 ans. Le rythme d'accroissement de la population est un thème sensible car, dans un contexte d'accroissement rapide de la population dans les « Suds », par le recul de la mortalité lié à l'amélioration des conditions sanitaires et socio-économiques, l'enjeu de la pression démographique sur les écosystèmes, les sols et les ressources disponibles a souvent provoqué des postures malthusiennes et, à l'échelle mondiale, poussé les organisations internationales à prôner des politiques de contrôle des naissances. En Indonésie, en raison des fortes densités javanaises, la question du rythme de croissance de la population s'est posée très tôt, d'autant que les enquêtes démographiques, nombreuses et régulières depuis le XX<sup>e</sup> siècle, permettent un suivi des évolutions dans ce domaine<sup>30</sup>. Les tendances démographiques actuelles du pays le démarquent, comme d'ailleurs le reste de l'Asie, d'autres régions des « Suds ». Ainsi, sa population a-t-elle été seulement multipliée par 2 entre 1965 et 2005 contre par exemple 3,4 pour l'Afrique subsaharienne. La diminution de la mortalité y a été compensée par une forte diminution de la natalité, alors que les migrations internationales, en croissance rapide depuis les années 2000, ont longtemps joué un rôle négligeable dans le taux de croissance de la population de l'Archipel à l'échelle nationale. On estime qu'environ 4,5 millions d'Indonésiens travaillaient à l'étranger au milieu des années 2000, essentiellement en Malaisie, à Singapour, en Arabie Saoudite et à Hong Kong (Hugo 2006) ce qui représente moins de 0,02 % de la population totale et, s'ils étaient correctement recensés, diminueraient de 0,15 points le rythme de croissance moyen de la population pour la décennie 2000.

<sup>30</sup> Les sources démographiques sont constituées de recensements de la population décennaux, d'enquêtes intercensitaires également décennales (*Supas*) et, s'intercalant entre les recensements, d'enquêtes socio-économiques annuelles (*Susenans*) et d'enquêtes sanitaires et démographiques et sur les comportements familiaux (IDHS).





URBANISATION ET DYNAMIQUES DE POPULATION



Carte 2 : nombre de Javanais par provinces en 2010





## INDONESIE CONTEMPORAINE

### Migrations internationales

En Asie du Sud-Est, l'Indonésie est, avec les Philippines, le plus gros exportateur de main-d'œuvre. Entre 4,5 et 6,5 millions d'Indonésiens, sur une population totale de 237 millions au dernier recensement de 2010, travaillent en dehors de leur pays.

L'Indonésie indépendante est devenue tardivement un pays exportateur de sa main-d'œuvre et les flux de migrants officiels demeurent faibles jusqu'au milieu des années 1980. Ils sont à peine plus de 5 600 sur la période du premier plan quinquennal (1969 à 1975) et 10 378 en 1980 mais atteignent 1,25 millions pour le sixième plan (1994-1999). Depuis la crise de 1997, le taux de chômage en Indonésie est en très forte croissance. De ce fait, le nombre de travailleurs indonésiens envoyés à l'étranger entre 1997 et 1999 est supérieur à celui cumulé des 25 années précédentes. Considérés par le gouvernement comme « des produits d'exportation non pétroliers » ou de façon plus positive comme des « héros des devises » (Pahlawan devisa), les migrants sont désormais un élément de la politique d'exportation de l'Indonésie. Depuis les années 2000, le nombre d'Indonésiens envoyé officiellement à l'étranger est en forte augmentation. D'après les données de l'Agence nationale pour le placement et la protection des travailleurs indonésiens à l'étranger (BNP2TKI), leur nombre est passé de 338 992 en 2001 à 681 448 en 2007.

Ces flux officiels ne reflètent cependant qu'une bien faible part des flux migratoires. Depuis les indépendances la majorité des flux est devenue illégale. Contrairement aux chiffres annoncés, les migrations vers la Malaisie ne se sont pas ralenties, bien au contraire même, ils ont simplement changé de statut : de légales jusqu'aux indépendances, elles sont dès lors devenues illégales. À la fin des années 1980, on estime le nombre d'illégaux indonésiens entre 300 000 et 700 000 dans la Péninsule malaise et à près d'un demi-million dans l'Est Malaisien (Sabah et Sarawak). Si les migrants officiels sont surtout originaires de Java-ouest, les illégaux proviennent de l'ensemble du territoire et plus spécifiquement de l'Est indonésien (Nusa Tenggara-est, Nusa Tenggara-ouest, Sulawesi-sud).

Dans les années 1980, les flux officiels sont dominés par une main-d'œuvre féminine engagée presque exclusivement comme employée de maison et se dirigent aux deux-tiers vers l'Arabie Saoudite. Dans les années 1990, bien que l'Arabie Saoudite demeure toujours le premier pays d'accueil, les flux de migrants indonésiens sont davantage intra-asiatiques (38 % des flux en 1994 contre 8 % en 1974). Durant cette période, la Malaisie attire en moyenne 24 % des migrants indonésiens, majoritairement des hommes travaillant dans les secteurs de la construction et des plantations. Ce recentrage asiatique s'explique aussi par le vieillissement et l'enrichissement des pays d'Asie du Nord-Est (le Japon, la Corée du Sud et Taiwan) qui sont dès lors confrontés à une pénurie de main-d'œuvre non qualifiée, notamment dans le secteur de la construction. Des Indonésiens migrent également dans ces pays afin d'y suivre une formation et travailler à leur retour dans l'une des industries délocalisées de l'Asie du Nord-Est.

L'accroissement des flux migratoires s'est accompagné d'une diversification des pays d'accueil mais aussi d'une féminisation des migrants. En 2007, 78 % des migrants sont des femmes contre 56 % en 1996. Elles travaillent comme employées de maison à demeure, comme nounous, infirmières ou





ouvrières dans le secteur manufacturier. Seuls les flux migratoires se dirigeant vers la Corée du sud et le Japon sont presque exclusivement masculins. Les migrants viennent surtout des zones rurales où les possibilités d'emplois et de revenus sont très faibles. Dans certaines régions, comme Lombok, il y a une forte pression sociale pour inciter les jeunes à migrer et à réussir.

#### **Les routes migratoires officielles et officieuses**

Dès les années 1970, le gouvernement cherche à encadrer les flux migratoires en confiant à des agences spécialisées accréditées le placement des travailleurs à l'étranger. Plus de 400 agences sont enregistrées officiellement aujourd'hui, dont la très grande majorité est située à Java. Les agences sont responsables de l'ensemble de la chaîne migratoire : papiers administratifs, formations, hébergement avant le départ, voyage, placement et assurance. Les départs officiels se font principalement par voie aérienne depuis Jakarta (61 %) et Surabaya (6 %) et par voie terrestre sur l'île de Bornéo depuis Nunukan (10 %). Pour protéger ces migrants, le ministère du Travail a signé des accords bilatéraux, révisables, avec chacun des pays d'accueil afin de préciser les droits et les devoirs des migrants, identifier les agences de recrutement dans le pays hôte, définir les quotas et les requis minimaux (âge, niveau de formation ou maîtrise de la langue par exemple).

Les circuits officieux sont souvent moins coûteux (170 dollars contre 670 dollars à 950 dollars) et plus rapides que les circuits officiels et s'effectuent en empruntant essentiellement des routes maritimes. Les travailleurs illégaux utilisent principalement deux routes pour émigrer vers la Malaisie. La première a pour origine l'Est indonésien, plus particulièrement les provinces de Sulawesi-sud et de Nusa Tenggara-est, traverse la mer de Sulawesi pour arriver à Sabah. La seconde part de l'Ouest indonésien depuis les îles de Java (surtout Java-est), de Sumatra (en particulier la côte nord-est), de Nusa Tenggara-ouest (surtout Lombok) et de Bawean, traverse le détroit de Malacca et aboutit à la Péninsule malaise. Ces routes sont rarement directes mais marquées par de nombreuses étapes. Les derniers arrêts sont dans le premier cas les ports indonésiens de transit de Nunukan, Tarakan et Sungai Nyamuk (Kalimantan-est) frontaliers avec la ville malaisienne de Tawau, dans le second les petites villes portuaires (Tanjung Balai, Dumai) et les îles (Batam, Bintan) de la côte est de Sumatra.

Une véritable industrie du travail clandestin s'est progressivement organisée. Dans les années 1970, les passeurs entre les deux rives du détroit de Malacca étaient essentiellement des commerçants chinois. Des filières associant des habitants de part et d'autre du détroit de Malacca les ont désormais remplacées. Des passeurs ou courtiers indonésiens (*tekong* ou *calo*), déclarés officiellement comme transporteurs de bois ou de fruits et légumes, assurent le passage de 20 à 25 Indonésiens par voyage en moyenne. La traversée n'est pas sans risques : effectuée de nuit pour éviter les patrouilles, souvent sur des embarcations de fortune, elle serait à l'origine de plus de 5 000 noyades entre 1990 et 1995. De l'autre côté du détroit, des agents recruteurs malaisiens, souvent d'anciens ouvriers indonésiens qui disposent d'un permis de travail officiel, attendent les clandestins pour les acheminer jusqu'à leur nouvel employeur. Ces mêmes filières se chargent des retours temporaires des migrants à l'occasion des





## INDONESIE CONTEMPORAINE

cérémonies de mariage ou d'enterrement et des fêtes religieuses comme le Lebaran qui marque la fin du Ramadan.

Cette dichotomie entre officiels et officieux facilite la présentation mais ne rend pas complètement compte de la réalité. Outre d'être très lucratives, les deux filières ont en commun le recours à de nombreux intermédiaires, agents, courtiers qui sont soit fonctionnaires ou accrédités par l'État, soit privés, soit mafieux. Un candidat au départ officiel passe en général par de très nombreuses et coûteuses étapes. Toutes les études montrent que la multiplication des étapes et des intermédiaires favorisent, outre l'extorsion d'argent et la corruption, le basculement des migrants officiels dans les réseaux illégaux. Le passage d'un système à l'autre est fréquent : des migrants officiels peuvent être logés dans des centres de regroupement illégaux ou détenir, sans le savoir, de faux papiers d'identité, tandis que des illégaux être au bout du compte dans une situation complètement légale grâce aux contacts personnels du passeur avec les administrations des deux pays.

Nathalie Fau  
Université Paris Diderot, CESSMA et IRASEC

### Le débat sur le rythme de croissance de la population

Les débats académiques sur le rythme de l'accroissement démographique ont été vifs pour ce qui concerne le XIX<sup>e</sup> siècle. Y-a-t-il eu explosion démographique à Java au XIX<sup>e</sup> siècle grâce à la *pax neerlandica* et aux campagnes de vaccination (Geertz 1963, annonçait une croissance démographique de 2 % par an, un chiffre élevé au regard des conditions sanitaires de l'époque, conduisant à la fameuse thèse de l'involution ou partage de la pauvreté), ou au contraire, l'exploitation coloniale des ressources et des hommes menant à des situations sanitaire et économique dégradées ont elles rendu improbable une croissance démographique rapide (Wijoyo Nitisastro 1970, estimait la croissance de la population javanaise à 1 % par an au XIX<sup>e</sup> siècle). Le débat s'est poursuivi tout au long du XX<sup>e</sup> siècle (Boomgaardt 1989 ; Gooszen 1999), mêlant ce débat à celui de l'évaluation des politiques publiques dans le domaine de la santé. Il semble qu'à partir du derniers tiers du XIX<sup>e</sup> siècle en tous cas, l'Indonésie ait connu une croissance démographique rapide, puis fortement perturbée par les conséquences de la crise de 1929 qui a entraîné une diminution de la natalité et une surmortalité infantile, puis par la Seconde Guerre mondiale et les combats pour l'indépendance. Ces périodes mouvementées ont été suivies après l'Indépendance par un baby boom de grande ampleur<sup>31</sup>, alors que la mortalité reculait, rajeunissant fortement la population, puis par une diminution lente mais régulière des taux de natalité<sup>32</sup>.

<sup>31</sup> Le recensement de la population de 1961, le premier de l'Indonésie indépendante, est le premier à indiquer la répartition de la population par classes d'âges.

<sup>32</sup> Le taux brut de natalité est le nombre de naissances pour 1 000 habitants. Le nombre de naissance est fortement influencé par la structure par âge de la population. L'utilisation du taux de fécondité, qui indique le nombre moyen d'enfants par femmes, permet de s'affranchir de la structure par âge de la population. Le taux brut de mortalité indique le nombre de décès par 1 000 habitants.





### Une transition démographique atypique

La population a progressé en moyenne de 2,3 % par an entre 1971 et 1980, de 1,98 % par an entre 1980 et 1990, de 1,35 % par an entre 1990 et 2000 puis de 1,49 % par an sur la période 2000-2010 selon les résultats provisoires du recensement de 2010, cette dernière augmentation étant le résultat de la médiocre qualité du recensement de 2000, réalisé trois ans après la grave crise financière de 1997, en pleine tourmente économique, politique et sociale, et non d'un redémarrage de la natalité (Hull 2010). L'Indonésie connaît en effet une transition démographique lente mais régulière. La mortalité y a diminué rapidement depuis l'Indépendance, passant de 20 ‰ à 8 ‰ dès 1996 à 6,4 ‰ aujourd'hui, grâce notamment à une meilleure répartition des services sanitaires de base. Le taux de mortalité infantile reste cependant élevé, signe d'une pauvreté persistante – les écarts régionaux et entre ville et campagne sont en effet très importants – et d'une difficulté d'accès aux soins, même s'il a beaucoup diminué, passant de 145 ‰ en 1967 à 66 ‰ en 1994 et 26 ‰ en 2006 (BPS 2011). L'espérance de vie à la naissance est ainsi passée de 40 ans dans les années 1970 à 70,7 ans en 2006 (BPS 2011). Suivant le schéma classique de la transition démographique, la fécondité a fortement diminué avec un décalage chronologique d'une dizaine d'années par rapport à la mortalité, des années 1960 (5,6 enfants par femme) aux années 1990 (2,4 enfants par femme). Indiquant des modifications profondes dans la perception de l'enfant et de la famille, la fécondité a commencé à diminuer, dans toutes les tranches d'âges des femmes, alors même que le taux de mortalité infantile restait élevé (Courbage 2002). La fécondité s'est stabilisée depuis les années 1990, tranchant avec le modèle théorique qui prévoit la poursuite de la diminution de la fécondité, et reste plus élevée qu'ailleurs en Asie et supérieure au seuil de remplacement des générations (2,1) (Attané et Barbieri 2009 ; et tableau n° 1).

Tableau 1 : indicateurs démographiques

	1971-80	1980-90	1990-2000	1990-2010	
Taux d'accroissement de la population en % par an	2,3	1,98	1,35	1,49	
			1967	1996	2006
Taux de natalité (nb de naissances pour mille habitants)			45	22	19,8
Taux de fécondité (nb moyen d'enfants par femme)			5,6	2,3	2,4
Taux de mortalité (nb de décès pour mille habitants)			20	8	6,4
Taux de mortalité infantile (nb de décès avant l'âge de 1 an pour mille naissances)			145	34,2	26
Espérance de vie (en années)			40		70,7

Source : BPS, recensements de la population 1980, 1990, 2000, 2010





## INDONÉSIE CONTEMPORAINE

Plusieurs facteurs, sociétaux, interviennent dans l'explication de cette transition de la fécondité : l'élévation du niveau d'instruction, la diminution des naissances chez les très jeunes femmes (bien que l'âge moyen de la première naissance reste bas, autour de 21 ans en 2003, plus bas qu'aux Philippines par exemple où la fécondité est plus élevée), les changements de mentalités au sein de familles plus urbanisées et informées par une large couverture médiatique du territoire, dans un contexte de croissance économique et de participation féminine à l'emploi. Les données montrent en effet un écart persistant des taux de fécondité en zone rurale (2,35 enfants par femme à la fin des années 1990) et urbaine (2,05 enfants par femme à la même époque). L'impact des politiques de contrôle des naissances est aussi au cœur des débats concernant la transition indonésienne de la fécondité. La politique de planning familial (KB - Keluarga Berencana) a été lancée à la fin des années 1960, essentiellement pour réduire la pression démographique sur les ressources à Java. Testée à Java et à Bali, elle a été étendue à l'ensemble de l'Indonésie au milieu des années 1970. L'Agence nationale pour le planning familial (BKKBN), en charge de cette politique, a mis en place un réseau national de cliniques de planning familial. Des employés de ces cliniques étaient envoyés dans les villages, chargés de sensibiliser les couples aux objectifs de réduction de la fécondité et d'organiser la distribution de soins et de contraceptifs, s'appuyant sur le relais de groupes villageois de femmes, de religieux ou autres (Utomo *et al.* 2006). L'utilisation des contraceptifs est ainsi passée de 0 en 1960 à la moitié des femmes mariées de 15-49 ans en 1995 et 60 % en 2005 (BPS, SUPAS 1995 et 2005), la technique de l'injection étant la plus répandue. Le programme de planning familial, aujourd'hui en partie privatisé, s'est imposé auprès d'une grande partie de la population et a contribué à populariser l'idéal d'une famille de deux enfants (*dua anak cukup*, « deux enfants suffisent » scandaient les panneaux publicitaires des années 1980-1990). Critiqué pour son manque de souplesse et son fonctionnement en termes d'objectifs chiffrés qui ont pu le rendre coercitif, il fait l'objet depuis les années 2000 d'une réflexion sur la réduction des coûts et la réponse à apporter aux besoins en contraception encore non satisfaits, tels qu'ils apparaissent dans les enquêtes sanitaires (Kasmiyati et Kantner 1998). Son efficacité est d'ailleurs discutée, alors que la baisse de la fécondité serait tout autant due à l'utilisation de méthodes traditionnelles, notamment un allaitement prolongé, qu'au recul de l'âge du mariage ou au recours massif aux contraceptifs modernes ou à l'interruption de grossesse (Courbage 2002, Attané et Barbieri 2009).

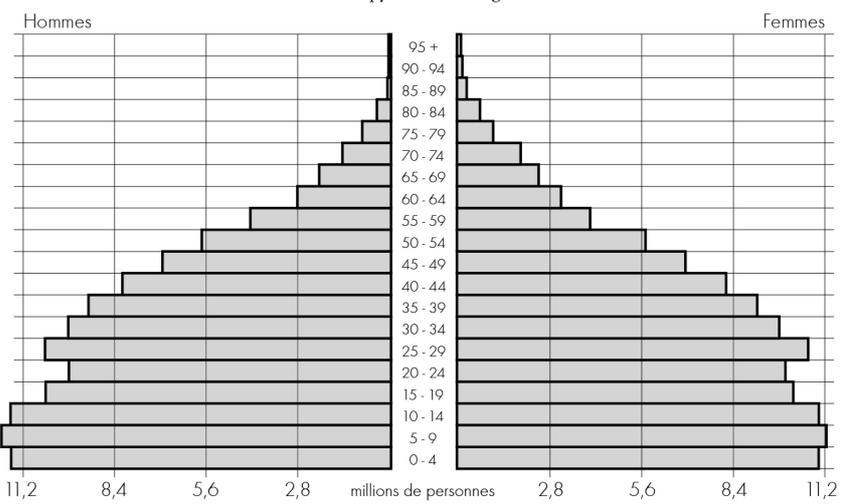
Cette transition démographique a des répercussions sur la pyramide des âges (Schéma n° 1). La structure par âge de la population est jeune jusque dans les années 1980, du fait du baby-boom post-Indépendance, les moins de 15 ans représentant encore 42 % de la population en 1980, contre 28,9 % en 2010 (BPS, Recensements de la population). La pyramide indonésienne a ainsi affiché jusqu'aux années 1980 la forme pyramidale, large à sa base, classique d'une situation de prétransition démographique pendant laquelle la fécondité était élevée, pour évoluer vers une forme plus conique, également classique d'une transition de la fécondité et de la mortalité plus avancée. La fécondité ayant décliné, l'Indonésie pourrait toucher aujourd'hui son premier dividende démographique, à savoir une « accélération de la croissance et du développement humain » (Attané et Barbieri 2009 : 97) lié à la concentration de sa population dans les





classes d'âge actif, pour autant que le contexte économique soit favorable. Cette répartition des classes d'âges allège potentiellement la charge économique des plus jeunes et la pression sur les dispositifs de scolarisation - quoiqu'une amélioration de la scolarisation dans le secondaire puisse évidemment constituer un objectif - sans encore faire peser celle des seniors (pour autant qu'il s'agisse forcément d'une charge, voir Mason et Kinugasa 2008, pour la thèse du second avantage démographique), qui représentent en 2010 seulement 7,5 % de la population (Tableau n° 2). L'enjeu du vieillissement de la population est, en Indonésie comme ailleurs en Asie, un enjeu social majeur à l'horizon 2050, alors qu'il est prévu que les plus de 60 ans atteignent 22 % de la population. La corésidence des plus jeunes avec les personnes âgées reste pour l'heure la norme en Indonésie, en l'absence de structures d'accueil et compte tenu du faible nombre de bénéficiaires d'une retraite (Beard, Yacobus Kunharibowo 2001 ; Frankenberg, Chan, Ofstedal 2002, qui montrent les modalités et facteurs de la corésidence).

Schéma 1 : pyramide des âges en 2010



Source : BPS, recensement de la population 2010

Tableau 2 : structure par âge de la population (en % de la population totale)

	1961	1971	1980	1990	2010
- de 15 ans	43,1	41,1	42,1	36,6	28,9
15 - 59 ans	50,3	52,4	51,4	54,4	63,5
+ de 60 ans	6,5	6,3	6,4	6,3	7,5

Source : BPS, recensements de la population 1961, 1971, 1980, 1990, 2010



## Dynamiques régionales de population et migrations vers les fronts pionniers agricoles et urbains

Les structures spatiales indonésiennes, établies sur le temps long et affichant des zones de densité et d'occupation humaines variables, sont aujourd'hui bousculées par les dynamiques rapides de populations vers les fronts agricoles et urbains. Celles-ci sont en particulier soutenues par une intensification de l'exploitation des ressources, des investissements croissants dans les infrastructures routières, par les possibilités de diffusion des informations via les médias et plus globalement, par les restructurations rapides de l'économie. Les données, pourtant imparfaites, car ne recensant qu'une partie des mobilités<sup>33</sup>, font apparaître une forte augmentation des déplacements des populations dans l'Archipel depuis les années 1980 (Hugo 2006).

### Écarts régionaux dans les indicateurs démographiques

Les différences régionales de comportements démographiques jouent un rôle aujourd'hui mineur dans la différenciation des rythmes régionaux d'accroissement de population comparés aux flux migratoires. Sur le plan démographique, de fortes différenciations ont longtemps subsisté, notamment entre l'est et l'ouest indonésien ou entre les provinces de forte immigration et les autres, du fait de structures par âge, de caractéristiques socio-économiques, ethniques, culturelles et religieuses propres, qui déterminent notamment les traditions du mariage ou l'utilisation traditionnelle d'une contraception. Ainsi les provinces où les religions catholique - Timor Leste (province indonésienne de 1976 à 1999) ou Flores - ou protestante, comme aux Moluques, dans les îles de la Sonde orientale, à Sumatra-nord (mais à l'exception de Sulawesi-nord), sont fortement implantées conservent-elles une fécondité élevée. Cette situation est due à une pauvreté persistante qui a gommé en partie les acquis d'une éducation pourtant développée par les missionnaires plus tôt que dans d'autres régions (Jones et Raharjo 1998). Autre exemple, les ethnies balinaise et javanaise sont connues pour avoir un bas taux de fécondité, signalé dès les années 1920. À Java-est, qui compte les taux parmi les plus bas, les causes dans les années 1920 comme dans les années 1990 en sont la pauvreté, la dureté du travail agricole et, hier comme aujourd'hui, l'incidence de maladies vénériennes qui augmentent l'infécondité des femmes mariées (Gooszen 1999 ; Kasmiyati et Kantner 1998). À Java-ouest en revanche, où domine l'ethnie soundanaise, la fécondité reste élevée et la tradition est au mariage précoce encore aujourd'hui. Dans le contexte d'une économie agraire, la pression démographique sur les ressources foncières explique que Java et Bali aient connu le déclin de la fécondité le

<sup>33</sup> Les recensements indonésiens dénombrent les migrations à vie, qui concernent des personnes résidant dans un lieu différent de leur lieu de naissance, et les migrations récentes, qui concernent des déplacements s'étant produits dans les cinq ans avant le recensement, pour une durée d'au moins six mois, le migrant ayant franchi les limites du département. Ces définitions ne rendent pas compte des migrations temporaires ou circulaires de très courte durée, de moins de six mois, des déplacements multiples au cours des cinq années de référence ni des déplacements sur de très courtes distances.





plus précoce et le plus rapide (Hill 1989). Le processus d'urbanisation, responsable d'un déclin plus rapide de la fécondité, y est aussi antérieur aux autres îles.

Cependant, les écarts régionaux dans la fécondité tendent à s'atténuer depuis les années 1990 et, s'il subsiste des différences dans les taux de mortalité, les soldes migratoires influencent aujourd'hui plus fortement les taux de croissance de la population que les indicateurs purement démographiques.

### **Java-Sumatra, au cœur des phénomènes migratoires vers les fronts pionniers miniers et agricoles**

Ce sont donc essentiellement les migrations internes qui expliquent les différentiels régionaux de rythme d'accroissement de la population. Les schémas migratoires en Indonésie sont fortement liés à des motivations d'ordre économique et sont déterminés par des trajectoires historiques, incluant les déplacements de population à l'époque coloniale vers les nouvelles zones minières et de plantations ou s'inscrivant dans le cadre de la politique dite de transmigration.

Origine des flux les plus importants, l'île de Java se trouve au cœur de ces phénomènes migratoires. Dans le dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle qui voit l'extension de l'exploitation coloniale des ressources à l'ensemble de l'Archipel, Java constitue un réservoir de main-d'œuvre dans lequel ont puisé les intermédiaires chargés de recruter les ouvriers nécessaires à l'exploitation minière ou à l'expansion des cultures de plantations. Celles-ci s'étendent sur les marges de Java, moins peuplées, de l'est et de l'ouest, sur la côte nord-est de Sumatra, le sud des Célèbes, Ambon et plus tard le nord-ouest, le sud-est et l'est de Bornéo, où se développe aussi, comme à Padang, l'exploitation du charbon. Les Javanais ont aussi largement contribué à la mise en valeur du sud de Sumatra, travaillant dans les plantations ou dans les mines d'étain de Bangka et de Belitung, ou comme transmigrants à Lampung ou à Bengkulu, encadrés par les premiers programmes gouvernementaux qui se sont poursuivis jusqu'à la fin du XX<sup>e</sup> siècle (Gooszen 1999 ; Benoit *et al.* 1989).

Le déficit migratoire de Java s'accroît encore sous l'Ordre nouveau. Sous couvert de développement (Pembangunan), l'exploitation des ressources primaires exportables, provenant essentiellement des îles extérieures, s'intensifie (voir par exemple Durand et Pirard 2008, pour l'exploitation du bois), de même que le programme de transmigration financé par la rente pétrolière (Benoit *et al.* 1989 ; Charras 1993). Les programmes de transmigration, élaborés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle dans le cadre de la politique dite éthique du gouvernement colonial pour tenter d'enrayer la paupérisation de la population javanaise, visaient à « déverser » dans les îles extérieures le trop plein démographique javanaise et des autres îles densément peuplées de Madura, Bali et Lombok. Sous l'Ordre nouveau, le programme s'est intensifié, financé par la rente pétrolière, et s'est teinté d'un objectif de mise en valeur et de développement des îles extérieures, dont les réserves foncières semblaient abondantes, alors que l'Indonésie cherchait à redevenir autosuffisante en riz. Sur les 5,5 millions de personnes



## INDONESIE CONTEMPORAINE

transmigrées entre 1905 et 1995, plus de 3 millions l'ont été entre 1976 et 1986 (de Koninck 2005). La destination principale des migrants a d'abord été la province de Lampung en raison de sa proximité avec Java. Des villages de transmigrants ont été ensuite installés plus au nord, à Sumatra-sud, Jambi et Bengkulu, avant de s'étendre à d'autres îles, à Sulawesi-sud et sud-est, Kalimantan-ouest et sud, et plus à l'est en Papouasie. Le programme a été partiellement privatisé à la fin des années 1980 pour être abandonné en 1999, victime des critiques quant à son efficacité démographique et en termes de développement et de son coût excessif. Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, les Javanais (habitants de l'île de Java) ont ainsi poursuivi la colonisation agricole des autres îles, d'autant que des migrations spontanées, au moins numériquement aussi importantes, se sont produites dans le sillage de la transmigration. Ces migrations, conjuguées au ralentissement précoce de la natalité à Java, ont contribué à réduire la part de la population de l'île dans la population nationale, tout en augmentant celle des autres îles, particulièrement Sumatra (Tableau n° 3).

Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, la structure des migrations vers les fronts pionniers agricoles se complexifie à mesure que le niveau des migrations augmente. La province de Lampung arrivée à saturation, la dynamique de peuplement par des migrations spontanées se poursuit vers le nord de Sumatra, accompagnant le défrichement de nouvelles terres pour la pratique d'une agriculture pionnière de cultures de plantation, de café notamment (Lampung, Sumatra-sud et Bengkulu produisent la moitié de la production indonésienne de café), parallèlement à l'ouverture de grandes plantations de palmiers à huile par l'agrobusiness dans le sud et le centre de Sumatra (Charras et Pain 1993 ; Ruf et Gérard 2001) (Cartes n° 3 à n° 6).

Tableau 3 : proportion de la population des grandes îles dans la population totale (en %)

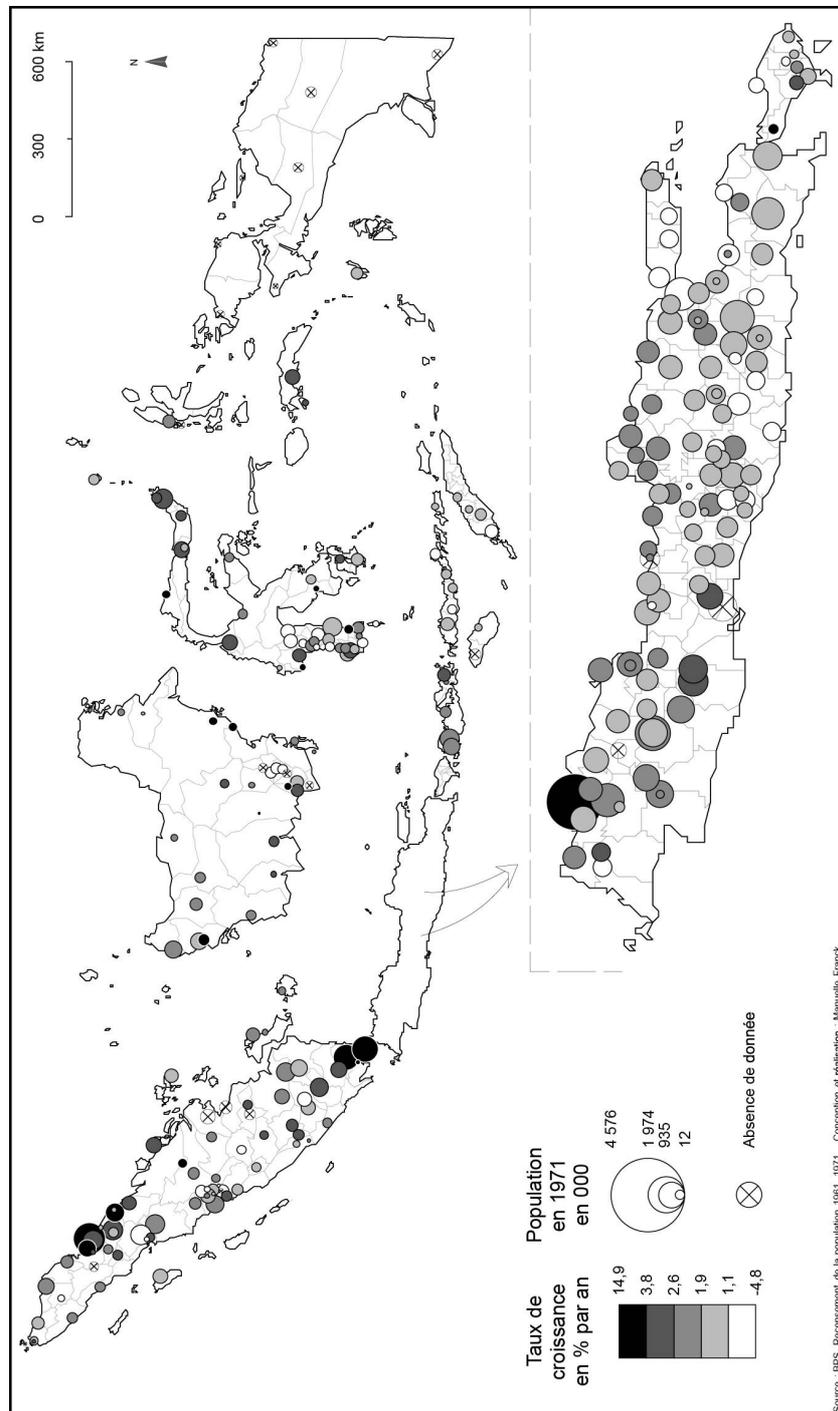
	1930	1971	1980	1990	2000	2010
Java	69,00	63,78	61,93	60,23	58,93	57,49
Sumatra	14,00	17,44	18,99	20,44	21,02	21,31
Sulawesi	7,00	7,15	7,04	7,01	7,23	7,31
Kalimantan	4,00	4,32	4,56	5,09	5,49	5,80

Sources : 1930, Hugo et Al., 1987, p31 ; BPS, recensements de la population 1971, 1980, 1990, 2000, 2010

L'autre phénomène marquant les années 1990-2000 est aussi la très forte progression démographique de l'ancienne province de Riau, séparée depuis 2002 entre une partie insulaire (îles de Batam et Bintan) et continentale (à Sumatra-centre). Riau, terre de colonisation agricole depuis l'époque coloniale, apparaît comme le terme septentrional de cette poussée du peuplement du sud vers le nord de Sumatra, la forte croissance de la population de sa partie continentale étant due au développement des plantations de palmiers à huile le long de la nouvelle route trans-sumatranaise orientale, à l'exploitation pétrolière et, sur la partie insulaire, à l'explosion démographique de Batam et de Bintan, îles situées à quelques encablures de Singapour et aménagées pour



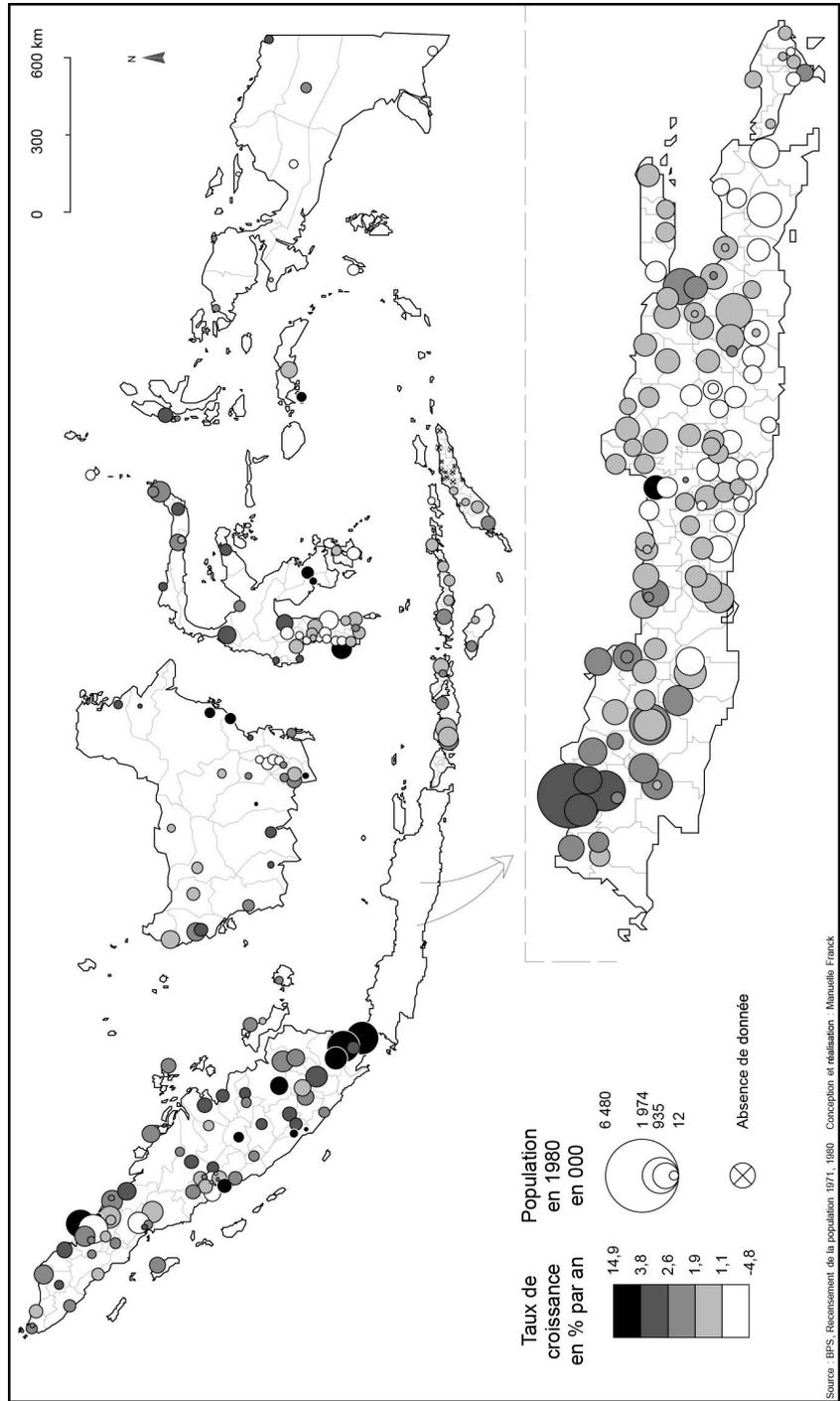
URBANISATION ET DYNAMIQUES DE POPULATION



Carte 3 : croissance de la population par départements et municipalités / 1961 - 1971



# INDONESIE CONTEMPORAINE

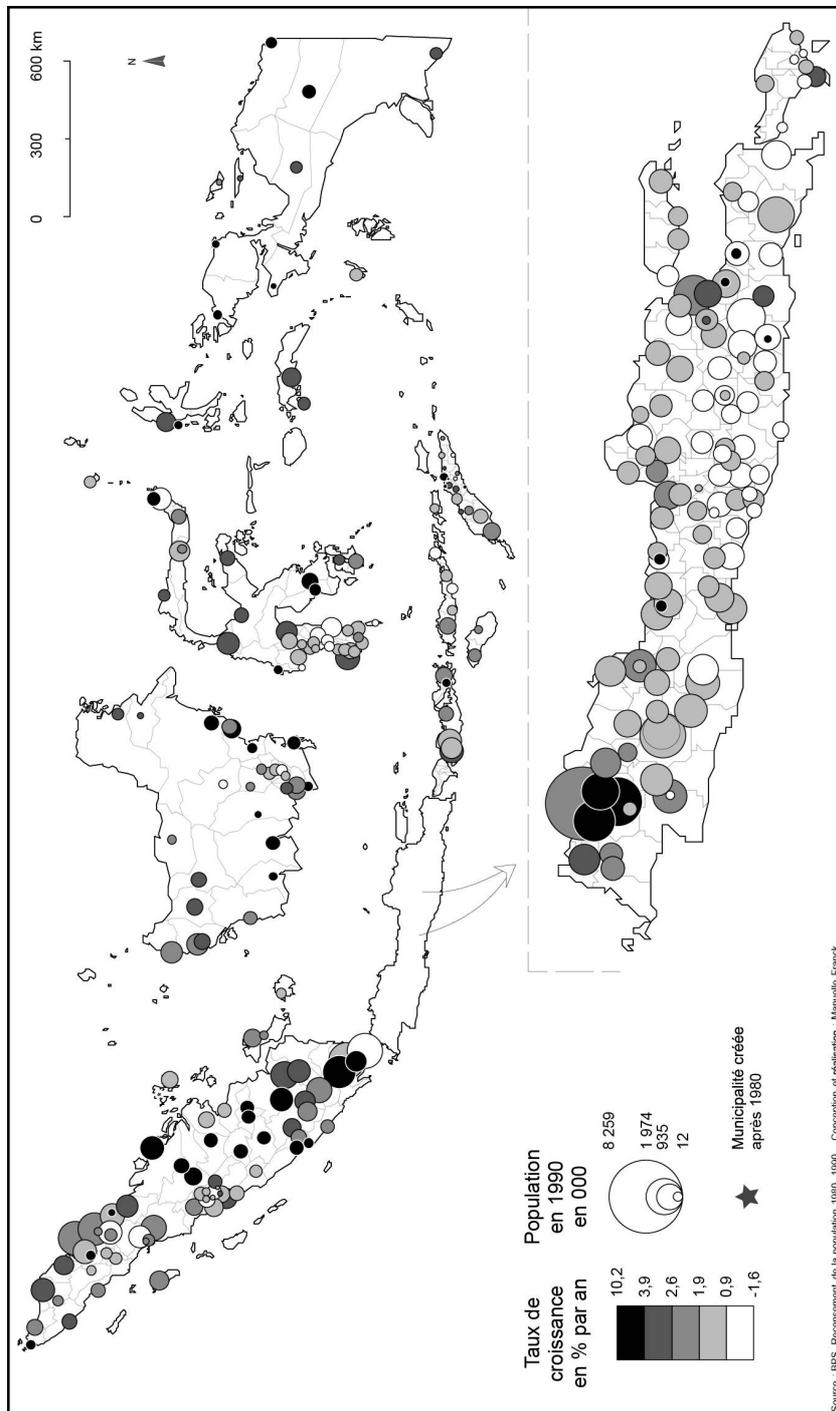


Carte 4 : croissance de la population par départements et municipalités / 1971 - 1980





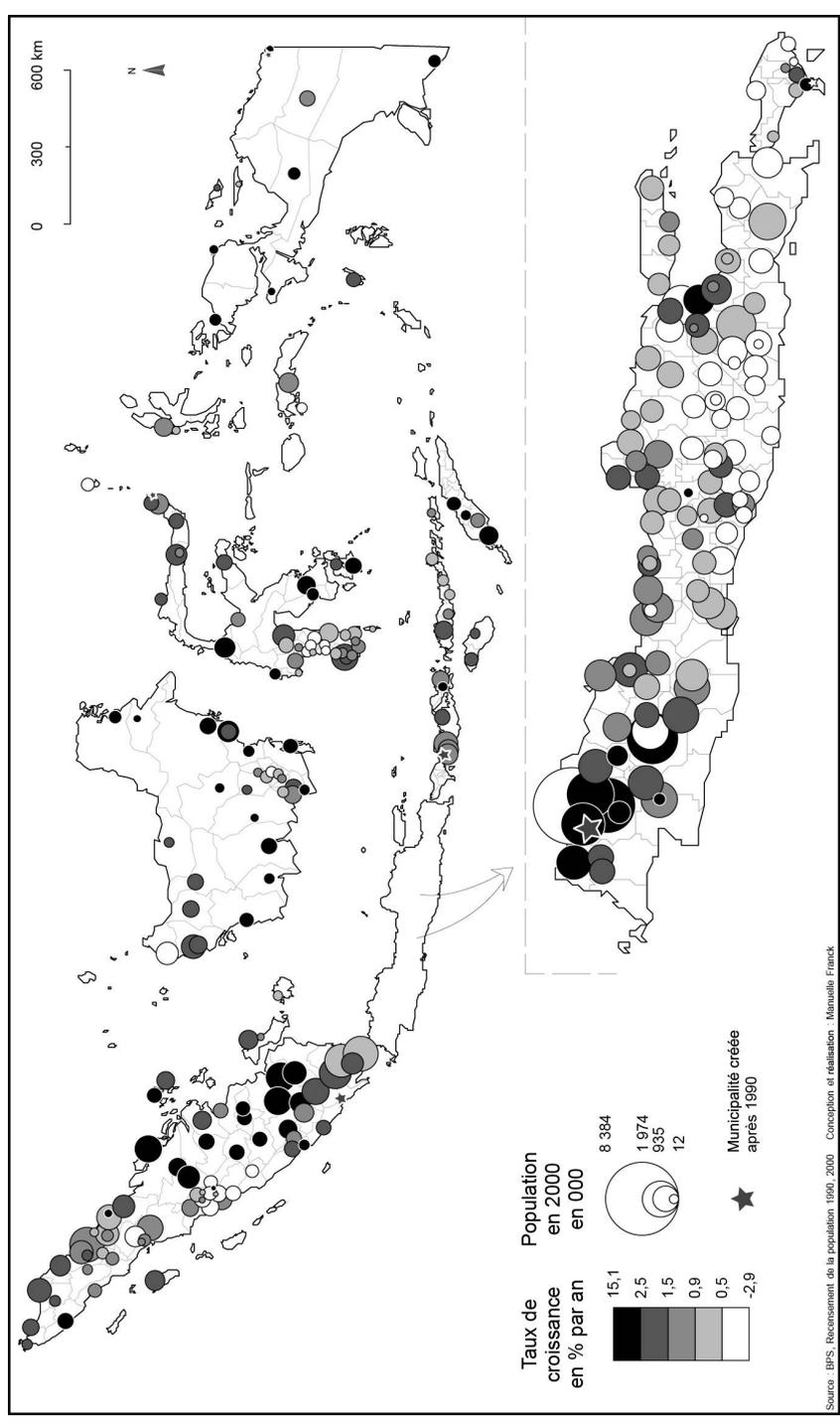
URBANISATION ET DYNAMIQUES DE POPULATION



Carte 5 : croissance de la population par départements et municipalités / 1980 - 1990



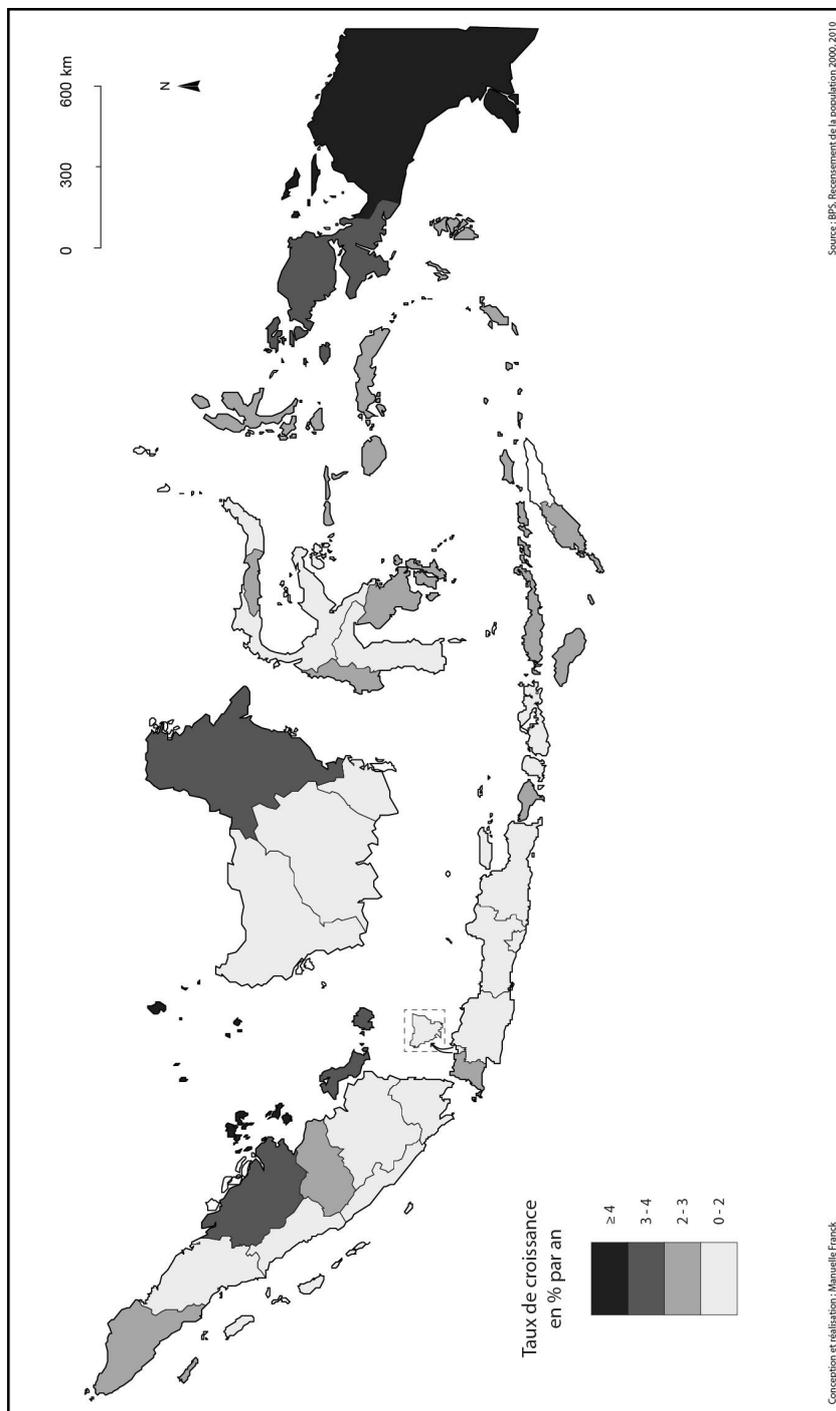
INDONESIE CONTEMPORAINE



Carte 6 : croissance de la population par départements et municipalités / 1990 - 2000



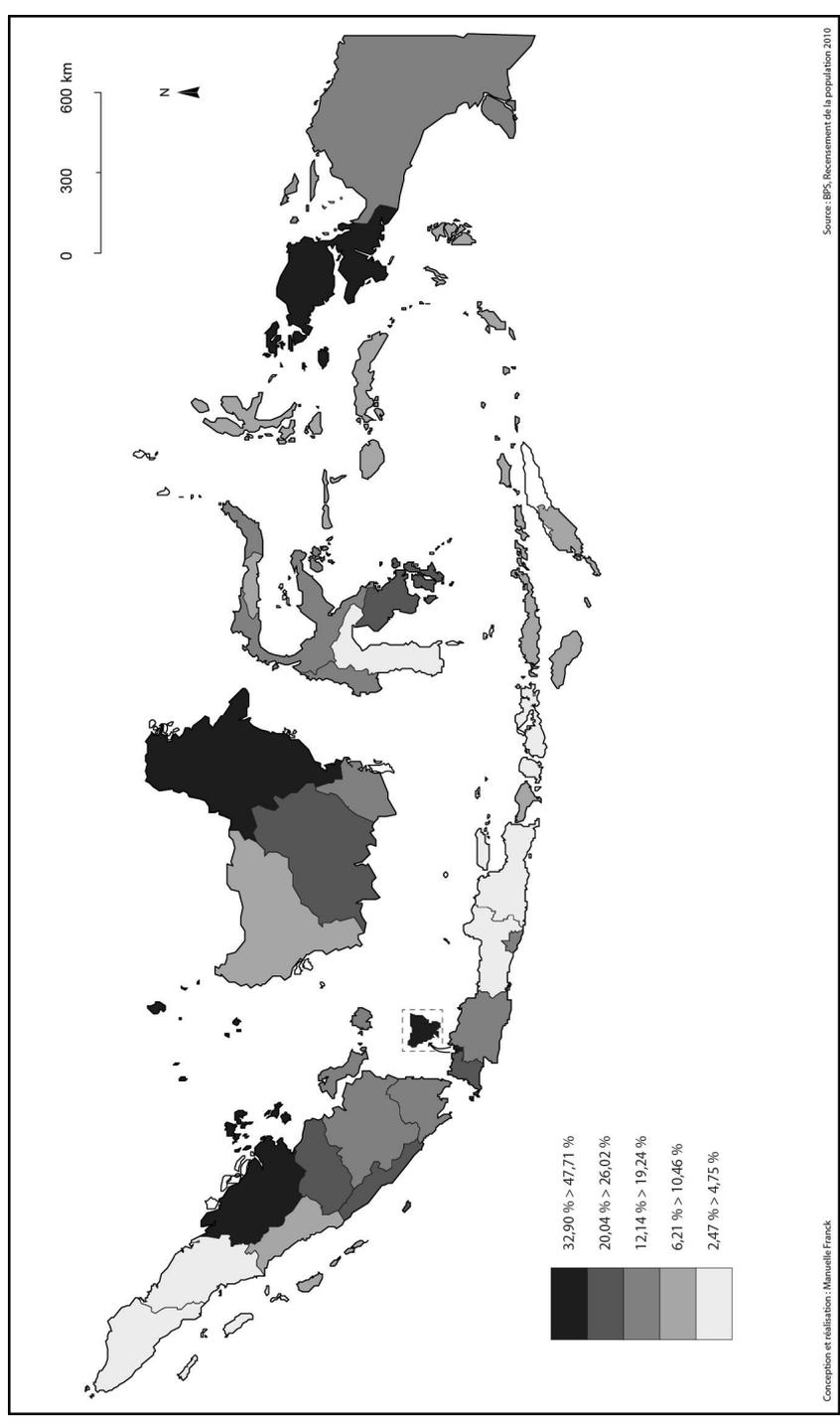
URBANISATION ET DYNAMIQUES DE POPULATION



Carte 7 : croissance de la population par provinces (2000 - 2010)



# INDONESIE CONTEMPORAINE



Carte 8 : proportion d'immigrants par provinces en 2010



en devenir une extension industrielle et balnéaire, dont l'accroissement de la population a frôlé les 5 % par an au cours de la dernière décennie (Carte n° 7).

Kalimantan-est émerge aussi comme une importante destination des migrations à partir des années 1970, lorsque l'exploitation de ses ressources pétrolières et forestières y crée de la richesse et de l'emploi, une dynamique qui atteint le centre de l'île dans les années 1990. On observe en revanche à Sulawesi un phénomène de relative stagnation de la population des anciens centres de peuplement, situés au sud dans le pays Makassar et au nord dans le pays Minahassa en raison d'une forte émigration. Au contraire, la population des départements de fronts pionniers du sud-est et du centre s'accélère, comme ceux de Papouasie, autre province pionnière à partir des années 1980 et qui caracole en tête pour le rythme de croissance de sa population dans la décennie 2000. Les îles de la Sonde, caractérisées par des niveaux de pauvreté élevés, sont des régions de forte émigration vers Java, Bali et Sulawesi.

La carte de la proportion d'immigrants par provinces<sup>34</sup> met ainsi en évidence les tendances lourdes des mouvements migratoires (Carte n° 8), au profit notamment des provinces d'accueil disposant de réserves foncières et de ressources, à Sumatra, Kalimantan, Sulawesi et en Papouasie. Les soldes sont négatifs dans les îles de la Sonde, qui envoient des migrants à Java, à Bali et à Sulawesi (avec d'importants flux inverses aussi). Les migrations vers les villes, et plus particulièrement vers la région urbaine de Jakarta, excèdent aujourd'hui les migrations rurales et complexifient la donne migratoire. L'enquête intercensitaire de 1995 (SUPAS) est la première qui permette de différencier l'origine et la destination rurale et urbaine des migrants. Elle indique que, déjà dans les années 1990, 61 % des migrants les plus récents au moment de l'enquête, soit ceux qui ont déménagé entre 1990 et 1995, ont migré vers des communes urbaines, la moitié d'entre eux étant d'origine citadine et se rendant prioritairement vers les centres villes et leurs premières couronnes (Mamas, Jones, Toto Sastrasuanda 2001).

### Un processus d'urbanisation soutenu par les flux migratoires

Les migrations contribuent ainsi de plus en plus à la croissance de la population des villes, que les migrants viennent des zones rurales ou d'autres villes, au côté des autres causes d'accroissement de la population des villes que sont l'accroissement naturel et l'absorption de communes rurales par la nappe urbaine.

L'Indonésie est en effet de plus en plus urbanisée. En 1961, seulement 14,8 % de la population indonésienne vit en ville, ce qui rassemble déjà quelque 14 millions de personnes. En 1971, la population urbaine représente 17,2 % de la population totale, 22,4 % en 1980 et 30,93 % en 1990, soit 55 millions de personnes. En 2000, ce nombre atteint 86,5 millions soit 42 % de la population et 49,79 % de population urbaine en 2010

<sup>34</sup> Il s'agit du nombre de personnes nées hors de la province ou du département de résidence au moment du recensement de la population, dits « migrants à vie ».



## INDONESIE CONTEMPORAINE

soit 118 millions de citoyens, un pourcentage légèrement supérieur à la moyenne asiatique (44 %). En 50 ans, les villes indonésiennes ont ainsi absorbé plus de 100 millions de personnes. Le processus d'urbanisation s'y est accéléré depuis les années 1970, pour connaître un pic dans les années 1980 et poursuivre depuis à un rythme plus lent mais toujours très supérieur à celui de la population totale (Tableau n° 4).

Tableau 4 : croissance comparée de la population urbaine et rurale depuis 1961

	1961	1971	1980	1990	2010
Population urbaine (en 000)	14 358	20 465	32 846	55 389	118 320
Population rurale (en 000)	82 660	98 675	114 089	123 806	119 321
Population totale (en 000)	97 018	119 140	146 935	179 195	237 641
% de la population urbaine	14,8	17,2	22,4	30,9	49,8
% de la population rurale	85,2	82,8	77,6	69,1	50,2
<b>Taux de croissance en % par an</b>	<b>1961-71</b>	<b>1971-80</b>	<b>1980-90</b>	<b>1990-2010</b>	
Population urbaine	3,71	4,00	5,36	3,87	
Population rurale	1,79	1,63	0,77	- 0,18	
Population totale	2,08	2,36	1,98	1,42	

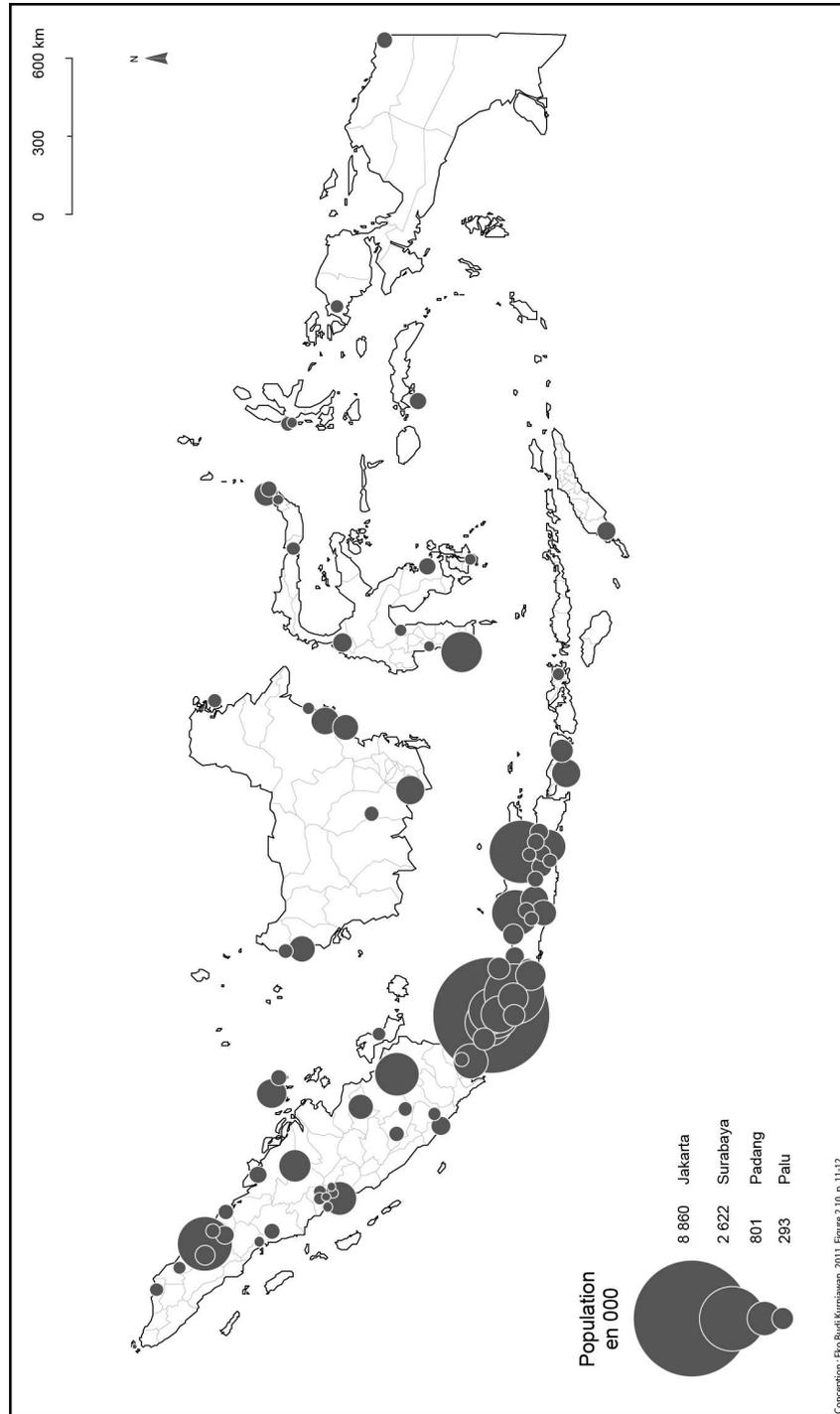
Sources : Hugo et Al., 1987, p89, d'après les recensements de la population 1961, 1971, 1980 BPS, recensements de la population 1990, 2010

Il faut mettre le processus d'urbanisation en rapport avec les importantes transformations structurelles qu'a connue l'économie indonésienne depuis l'Indépendance du pays, sous l'effet de politiques macro-économiques et de l'insertion grandissante de l'Indonésie dans la mondialisation. L'industrie et les services surpassent aujourd'hui largement l'agriculture dans la structure du PIB comme dans celle de la population active, une situation favorable à l'expansion des villes.

Les politiques économiques depuis les années 1970 ont soutenu ces transformations et favorisé la concentration des nouvelles activités autour des très grandes villes, au premier rang desquelles Jakarta, lesquelles se localisent en majorité sur l'île de Java (Carte n° 9). La politique de substitution des importations, en vigueur des années 1970 au milieu des années 1980, a favorisé indirectement les villes javanaises (Azis 1989 et 1992 ; Hill et Weidemann 1989), d'autant que la centralisation de la gestion du pays à partir de Jakarta, qui s'est renforcée sous le régime de l'Ordre nouveau (1966-1998), a entravé le développement des provinces extérieures et le dynamisme de leurs capitales (Charras 1993), tout en concentrant à Jakarta les pouvoirs de décision. La tendance est à cette époque à la concentration sur l'île de Java des industries les plus protégées, où elles bénéficient de la proximité du marché et des meilleures infrastructures, d'où des subventions indirectes aux producteurs javanais au détriment des producteurs et des consom-



URBANISATION ET DYNAMIQUES DE POPULATION



Carte 9 : population des municipalités en 2005



## INDONESIE CONTEMPORAINE

mateurs des autres îles. Outre la production de biens de consommation visant à se substituer aux produits importés, les entreprises javanaises assuraient la transformation des matières premières originaires des îles extérieures, le surcoût lié au transport étant compensé par la meilleure qualité des infrastructures, l'abondance de la main-d'œuvre et la proximité des autorités délivrant autorisations et licences.

Le passage d'une politique de substitution des importations à une politique moins protectionniste de promotion des exportations non pétrolière et gazière à la fin des années 1980, par le biais d'une série de déréglementations et l'abaissement des barrières douanières, modifie peu cet état de fait. Cette politique plus libérale limite certes les protections dont bénéficiaient les entreprises nationales, mais elle attire les capitaux étrangers notamment dans l'industrie de main-d'œuvre exportatrice, laquelle se concentre autour de Jakarta où les infrastructures sont de meilleure qualité. Jakarta et Java-ouest ont ainsi reçu 45 % de la valeur des investissements étrangers approuvés, cumulés de 1967 (date de la première loi sur l'investissement étranger) à 1997 (avec certaines années jusqu'à 75 % comme en 1991). Après les crises économiques de 1997 et 2008 et malgré le processus de décentralisation enclenché après la chute du Président Suharto, Jakarta et Java-ouest continuent à être les destinataires privilégiés des investissements étrangers<sup>35</sup>. Le régime d'intervention continue ainsi à discriminer le secteur des activités primaires et à favoriser le secteur manufacturier, lequel se concentre autour des grandes villes javanaises (Azis 1992*b* ; Garcia 2000). L'expansion du commerce international a de même contribué, en Indonésie, à favoriser les centres industriels existants (Sjörberg et Sjöholm 2004), particulièrement Jakarta, la principale porte d'accès du commerce international.

La population urbaine indonésienne se concentre donc sur l'île de Java – 68 % de la population urbaine vit sur l'île de Java en 2010, soit 10 points de plus que la concentration de la population totale – et dans les villes millionnaires (55 % de la population urbaine vit dans les 10 agglomérations de plus d'1 million d'habitants, dont sept sont localisées sur l'île de Java). Mais depuis les années 1980, la croissance urbaine se produit davantage en périphérie des municipalités, jusqu'à former des corridors d'urbanisation le long des grands axes de communication reliant les villes entre elles. Ce processus est porté par le redéploiement en périphérie des activités industrielles et des systèmes résidentiels et par une spécialisation des centres-villes, dans les services et plus particulièrement dans le tertiaire supérieur internationalisé du fait des prix élevés du foncier et des réglementations contraignantes en centre-ville pour l'industrie, un phénomène se traduisant par la verticalisation des centres-villes.

Ainsi, l'extension spatiale des grandes villes, par conversion des communes, limitrophes ou contenues dans les corridors urbains, du rural à l'urbain, apparaît comme une composante de plus en plus importante du processus d'urbanisation en Indonésie (environ 37 % de l'accroissement de la population urbaine entre 1990 et 2000 serait dû à la conversion des communes rurales) (Firman 2009). La reclassification des

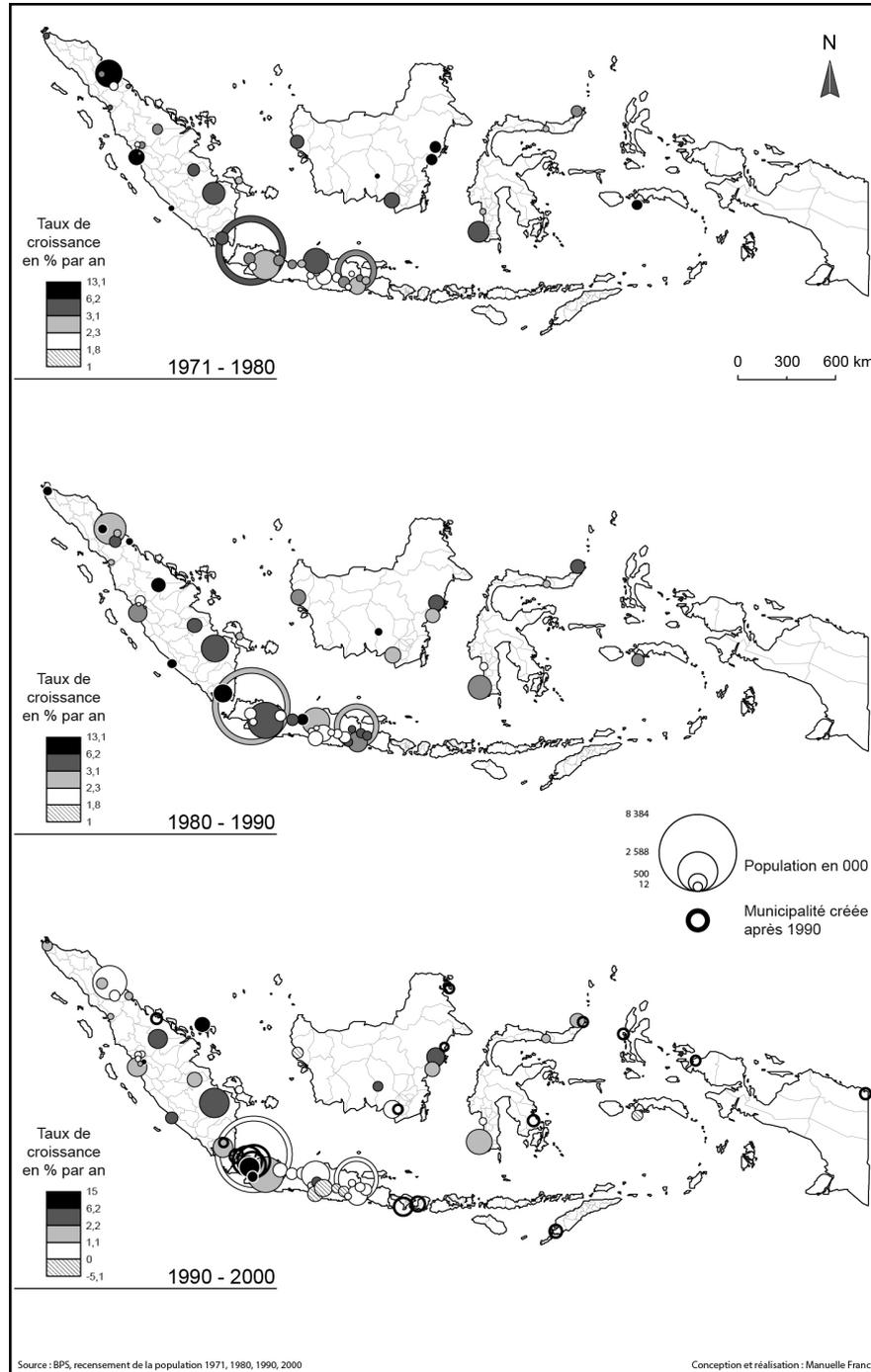
<sup>35</sup> En 2012 par exemple, Java a encore reçu 56 % des investissements étrangers réalisés.

Voir BKPM, [www3.bkpm.go.id/contents/news\\_detail/119901/domestic-and-foreign-direct-investment-realization-quarter-iv-of-2012-and-year-2012](http://www3.bkpm.go.id/contents/news_detail/119901/domestic-and-foreign-direct-investment-realization-quarter-iv-of-2012-and-year-2012)





URBANISATION ET DYNAMIQUES DE POPULATION



Carte 10 : population et croissance des municipalités





## INDONESIE CONTEMPORAINE

communes serait même le premier facteur d'augmentation de la population urbaine de grandes agglomérations comme Surabaya, Medan, voire Bandung (Gardiner 1997). L'apparition de ces corridors d'urbanisation multipolaires, marqués par la mixité des utilisations du sol, de la structure d'activité de la population, du bâti et reliant en une zone mi-rurale mi-urbaine – au point que T. Mc Gee l'a qualifiée de zone *desa-kota* («village-ville») – les principales villes entre elles (Mc Gee 1991 et 1995) est certainement le phénomène marquant sur le plan de la morphologie urbaine à Java depuis les années 1980. Le phénomène est particulièrement actif autour de la capitale. La dynamique d'expansion urbaine se poursuit au-delà de Jakarta et rejoint celle de Bandung, donnant à l'ensemble une structure mégalopolitaine.

L'agglomération jakartanaise domine largement le système urbain indonésien. Elle s'étend dans toutes les directions autour du noyau central et atteint une population de 20 millions d'habitants, regroupant 12 % de la population totale indonésienne et 21,2 % de la population urbaine, et produisant un quart de la richesse du pays (PIB) (Firman 2009). Jakarta est la seule ville indonésienne de rang mondial, selon le classement des villes mondiales du Globalization and World Cities Research Network (GAWC)<sup>36</sup> (Taylor *et al.* 2010), le maillon le plus méridional du corridor d'urbanisation qui relie les principales villes de la façade pacifique de l'Asie (Lo et Marcotillo 2000).

En dehors de Java, les métropoles régionales ponctuent fortement les côtes des principales îles, dominant largement un semis urbain composé de petites villes. La primauté des capitales dans les systèmes régionaux des îles extérieures apparaît plus forte que pour l'ensemble du système indonésien, d'autant plus accentuée que les systèmes régionaux sont souvent peu développés, comptant peu de villes, ou des villes de petites tailles ou de faible niveau de services. Des rapports de 1 à 8 entre la population des capitales provinciales, de petites ou grandes tailles, et celle des autres villes se rencontrent fréquemment. Les villes des îles extérieures ont bénéficié, depuis les années 1970, de la politique d'expansion de l'administration et des services sociaux, de l'investissement de l'État dans de grandes entreprises industrielles, de l'impact des programmes de transmigration et, surtout, depuis les années 1980, de l'intensification de l'exploitation des ressources (Carte n° 10). Le processus de décentralisation, initié au début des années 2000 donne aujourd'hui aux municipalités des capacités financières et des pouvoirs de décision très supérieurs par rapport à la période de l'Ordre nouveau. Les effets de la décentralisation s'ajoutent à l'ouverture des frontières et à l'accélération de l'intégration de l'Indonésie dans la mondialisation pour rendre compte de la croissance rapide de certaines villes en dehors de Java, particulièrement à Sumatra qui, longeant le détroit de Malacca, un des plus importants détroits internationaux en termes de trafic, participe aux dynamiques transnationales réactivées par ce nouveau contexte.

<sup>36</sup> Le GAWC (Globalization and World Cities Research Network) propose un classement des villes selon leur niveau d'intégration au système mondial, mesuré par l'importance des services de niveau international ou « *advanced producer services* » ([www.lboro.ac.uk/gawc/](http://www.lboro.ac.uk/gawc/)).





Les enjeux liés à la population ne sont pas seulement d'ordre démographique ni même de répartition géographique. Ils sont également sociétaux, dans un pays qui sera sous peu marqué par le vieillissement de sa population – entre 2020 et 2030, la population âgée de plus de 65 ans atteindra déjà 10 % de la population, alors que les systèmes de prise en charge ne sont pas encore développés et que les transformations sociétales liées à l'urbanisation croissante de la population modifient les systèmes traditionnels de prise en charge – et par une société plus urbanisée au sein de laquelle se consolide une classe moyenne urbaine porteuse de modes de vie, de consommation et de pratiques politiques renouvelés.

La situation démographique est certes actuellement propice en ce que les taux de dépendance sont faibles au regard du nombre d'actifs. Pour autant l'accès à l'emploi de cette population active reste soumis au maintien du fort taux de croissance actuel et devra passer aussi par l'élévation du niveau d'études global de la population.

Enfin, en termes de répartition géographique, l'expansion du peuplement se poursuit dans toutes les directions, par un processus de remplissage des marges et de l'intérieur des grandes îles, contrebalancé par l'émergence de grandes concentrations urbaines, qui mobilisent, outre les aspects sociétaux, des enjeux de gouvernance, de fourniture d'infra-structures et de services urbains, et de durabilité.

